

Ouvrir des négociations sur les conditions de travail

Gaétan Gorce *

Le Monde, 3 novembre 2010

L'adoption par le Parlement de la réforme des retraites, le mercredi 27 octobre, va laisser dans le pays comme un goût d'amertume ! Est-ce parce que chacun sait que cette réforme, qui aura mis des millions de personnes dans la rue, n'est qu'un faux-semblant qui laisse entier le problème du financement de notre système social ? Sans doute ! Est-ce parce qu'une fois de plus notre pays s'est révélé incapable de régler un des plus graves problèmes auxquels il est confronté ? Probablement ! Mais peut-être, et surtout, est-ce parce que chacun a bien conscience que l'on est passé à côté de la véritable question : celle du travail.

La crise des retraites est en effet d'abord une crise du travail. Au-delà du rejet suscité par l'attitude du président de la République, c'est bien le malaise ressenti à l'égard du travail tel qu'il est organisé qui a unifié dans un même mouvement toutes les générations, les unes repoussant l'idée de rester plus longtemps au travail dans de mauvaises conditions, les autres de devoir bientôt y entrer par la porte de la précarité. C'est ce profond malaise au travail, relevé par toutes les enquêtes, dramatiquement illustré par France Télécom, qui rend la réforme des retraites impossible.

Et s'il est une négociation d'urgence à ouvrir, n'en déplace à la CFDT pour laquelle j'ai un grand respect, ce n'est pas sur l'emploi des jeunes mais bien sur l'organisation et les conditions du travail qu'elle doit porter. La réalité à laquelle nous sommes confrontés est simple, presque trop : le travail est aujourd'hui exclusivement concentré sur les 30-50 ans. On exige d'eux un effort de productivité tel qu'il puisse à la fois permettre de relever le défi de la compétitivité et contribuer pour la plus grande part aux charges de la nation, à commencer par l'éducation et les retraites.

C'est à cette absurdité qu'il faut s'attaquer en priorité et en privilégiant le dialogue social. L'axe d'une telle discussion devra être la volonté du politique de déplacer le financement d'une partie des charges sociales - en particulier la santé - de la cotisation sur l'impôt. Cela devra permettre de faire l'économie des exonérations de charges qui, outre leur coût exorbitant, favorisent les emplois les moins qualifiés et bloquent les évolutions de salaire. Une partie de ces crédits pourrait être recyclée dans le soutien à la négociation d'entreprise sur l'organisation du travail. Il faut en effet absolument privilégier une approche globale qui inclue la pénibilité ; les conditions de maintien dans l'emploi des seniors, en mettant en place une vraie gestion prévisionnelle des carrières ; l'adaptation temps de travail/temps familial et l'accès des jeunes à l'entreprise.

Cette évolution devra aussi être accompagnée par l'Etat à travers une série de réformes : confiée à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), l'orientation systématique et obligatoire des jeunes sortant sans qualification du système scolaire vers les missions locales afin de les faire bénéficier d'un bilan et d'une formation ; la mobilisation des crédits de la formation professionnelle en faveur des actions de mobilité professionnelle, etc. On le voit, il y a un immense besoin dans ce pays d'une grande politique du travail.

Certes, on aurait pu s'y atteler via la mise en place des 35 heures et c'était là l'ambition affichée par ses promoteurs. Faute de temps, le chantier fut à peine entamé. Les politiques suivies depuis lors sont en revanche toutes allées dans le mauvais sens puisqu'il n'a été question que d'augmenter les horaires, en particulier les heures supplémentaires. Il ne fait aucun doute que notre pays doit développer sa capacité de travailler et de produire, mais cela doit résulter d'une volonté collective des partenaires sociaux et aboutir à une hausse du taux d'emploi des jeunes comme des seniors. Seule une mutation du travail, c'est-à-dire un saut qualitatif, pourra garantir ce saut quantitatif. La crise du travail que nous connaissons aujourd'hui n'est pas sans rapport avec le malaise ressenti en 1968 dans le monde ouvrier à l'égard des méthodes fordistes. Il devait déboucher sur un ralentissement de la productivité annonciateur de la crise des années 1970.

* Gaëtan Gorce, député (PS) de la Nièvre, vice-président du groupe socialiste, radical et citoyen